

william kornhauser

**SOCIÉTÉ DE MASSE ET ORDRE
DÉMOCRATIQUE***

Cette étude a voulu analyser les conditions qui favorisent, dans les sociétés occidentales, la politique de masse. La politique de masse se produit lorsqu'un grand nombre de personnes s'engage dans une activité politique en dehors des procédures et des règles instituées par une société pour gouverner l'action politique. La politique de masse dans la société démocratique est par conséquent anti-démocratique puisqu'elle va à l'encontre de l'ordre constitutionnel. Le cas extrême de politique de masse est le mouvement totalitaire, notamment le communisme et le fascisme. Les exemples moins extrêmes de politique de masse sont le maccarthysme et le poujadisme.

Les systèmes démocratiques modernes possèdent une vulnérabilité bien définie à la politique de masse parce qu'ils invitent à s'engager dans la politique l'ensemble de la population, dont la plus grande part a été historiquement et politiquement inactive. Néanmoins, ceci ne signifie pas que la plupart ou même tous les systèmes démocratiques sombrent dans la politique de masse. Le problème est d'identifier ces facteurs qui accroissent la vulnérabilité des systèmes démocratiques à la politique de masse et ceux qui la réduisent, afin de pouvoir spécifier les conditions qui peuvent renforcer la politique démocratique et la liberté civile.

La théorie la plus satisfaisante concernant la vulnérabilité des systèmes sociaux à la

* Ce texte de W. Kornhauser, est la conclusion de son ouvrage : « The Politics of mass society » – The Free Press of Glencoe. Traduit de l'anglais par Claude Sadaj, Illinois, 1959.

politique de masse est la théorie de la société de masse. Cette théorie a deux versions majeures. L'une, que l'on peut appeler la critique aristocratique, affirme que la cause première de la politique de masse réside dans le fait que les élites ont perdu l'exclusivité du pouvoir à cause de la montée de la participation populaire dans les centres vitaux de la société. Selon cette version de la théorie de la société de masse, le principal danger pour l'ordre politique et la liberté civile est la domination des élites par les masses. L'autre version que l'on peut appeler la critique démocratique, insiste sur la vulnérabilité des masses face à la domination des élites. Ce danger pour l'ordre politique et la liberté civile est considéré comme le résultat de l'atomisation de la société et de la montée des élites capables de mobiliser des individus isolés et indépendants. Une combinaison de ces deux versions produit une théorie plus solide qu'aucune d'entre elles prises séparément. Cette théorie mixte de la société de masse recherche les causes de la politique de masse dans toute la structure sociale (élites et non-élites), en particulier dans la structure des groupes intermédiaires entre l'État et la famille.

La « société de masse » est alors traitée comme une catégorie abstraite. La question est toujours de savoir à partir de quel degré une société donnée devient une « société de masse ». Une société est une société de masse dans la mesure où ces deux données, les élites et les non-élites, sont directement accessibles l'une à l'autre en raison de la faiblesse des groupes capables de les médiatiser. Aussi longtemps que ces conditions prévalent, ni les élites ni les non-élites ne sont capables d'empêcher une activité politique répandue en dehors des réseaux institués. D'autres types de sociétés sont davantage capables de minimiser la politique de masse (et les autres formes de comportement de masse). Dans la mesure où les élites et les non-élites sont liées par un statut fixe dans la société communale (e. g. féodale), il y a peu de comportements de masse dans ce type de système. Depuis que les non-élites sont liées par l'affiliation à de multiples groupes de leur choix, dans la société pluraliste (e. g. libérale), il y a relativement peu de politique de masse dans ce type de système. Dans la mesure où les non-élites sont soumises au contrôle étendu de l'élite politique dans la société totalitaire (e. g. communiste et fasciste), il y a peu de politique de masse dans ce type de système.

Au moyen de cette théorie de la société de masse, un grand nombre d'observations sur les phénomènes politiques au sein de certaines organisations, classes, communautés et dans des sociétés entières, peuvent être rassemblées pour donner un tableau cohérent des conditions qui favorisent le comportement de masse en politique. Les groupes qui sont particulièrement vulnérables aux mouvements de masse subissent des ruptures majeures dans leur structure pendant les périodes de changement. Ainsi, le communisme et le fascisme se sont renforcés dans les systèmes sociaux sous le coup de changements subits et profonds ayant atteint la structure de l'autorité et de la communauté. D'importantes déchirures dans le tissu social causées par un taux élevé de chômage ou par une défaite militaire importante sont hautement favorables à la politique de masse. Les classes sociales qui fournissent un support démesuré aux mouvements de masse sont celles dont les membres ont les liens sociaux les plus relâchés. Ce sont surtout les classes sociales les plus basses. Mais depuis qu'une fraction de toutes les classes

sociales tend à l'atomisation sociale, on trouvera des membres de toutes les classes sociales parmi les participants des politiques de masse : les intellectuels indépendants, les paysans et les hommes d'affaires marginalisés (particulièrement les petits) et les travailleurs isolés se sont engagés dans la politique de masse en période de crise.

Dans les pages précédentes, nous avons établi les conditions qui favorisent les mouvements de masse destructeurs de l'ordre politique et de la liberté civile. Nous résumerons maintenant notre analyse en évaluant ce que cela implique pour la définition des conditions favorables à la démocratie libérale. Ceci devrait aider à dissiper la crainte qu'une théorie de société de masse ne soit nécessairement opposée aux valeurs démocratiques libérales ou qu'elle ne soit une tragique prophétie.

La théorie de la société de masse insiste sur la nécessité de préserver l'autonomie de certaines unités sociales puisqu'il faut concilier l'ordre et la liberté. Les différentes versions de cette théorie se divisent en deux courants selon que d'un côté l'attention principale est portée sur l'autonomie des élites ou de l'autre sur l'autonomie des non-élites. Le point de vue aristocratique insiste sur la nécessité d'indépendance des élites selon le principe que la liberté constitutionnelle réclame par-dessus tout des chefs capables de la définir, de l'incarner et de la défendre. Le point de vue démocratique insiste sur la nécessité d'indépendance des non-élites selon le principe que la liberté constitutionnelle réclame par-dessus tout des garanties contre l'accumulation du pouvoir par quelque groupe que ce soit et particulièrement les élites. Dans ce problème fondamental, les deux points de vue ne sont pas incompatibles. Au contraire, ils se renforcent lorsqu'ils se combinent. La liberté civile exige une autonomie sociale considérable, et des élites et des non-élites. Cela signifie de manière spécifique que les élites et les non-élites doivent avoir les caractéristiques suivantes : a) Il faut qu'il y ait une autonomie étendue dans le privé aussi bien que dans le public et les individus doivent appartenir à plusieurs unités autonomes. b) Il faut qu'il y ait de nombreuses possibilités pour les élites de formuler des politiques et d'agir sans ingérence ad hoc de l'extérieur. Cependant, la démocratie implique une restriction fondamentale de l'autonomie des élites, particulièrement en politique. Cette restriction a un double aspect : premièrement, les élites se limiteront réciproquement leur pouvoir par le fait qu'elles seront contraintes de concourir entre elles aux postes de direction ; deuxièmement, les élites verront leur pouvoir restreint par les non-élites par le fait qu'elles seront contraintes d'entrer en compétition pour recueillir le suffrage populaire. Une telle conception de la démocratie entraîne aussi une restriction du pouvoir des non-élites. L'électorat agréera la direction qu'il aura choisie jusqu'à ce qu'elle soit rejetée conformément à la procédure dûment constituée.

En résumé, une démocratie libérale requiert une participation étendue dans la sélection des leaders et une large autonomie des non-élites. Elle requiert aussi la compétition entre les leaders et ceux qui voudraient l'être et une autonomie importante pour ceux qui parviennent aux postes de direction. La question élémentaire se pose, à savoir quelle sorte de structure sociale s'accordera aux conditions de la démocratie libérale. La théorie de la société de masse

exposée dans cette étude implique que le pluralisme social remplit cette fonction. Une pluralité de groupes indépendants et aux fonctions limitées permet la démocratie libérale en fournissant les bases sociales d'une compétition libre et ouverte pour la direction, une large participation à la sélection des leaders, une limitation des moyens d'influence sur les leaders et l'autonomie dans de nombreux secteurs de la vie sociale. C'est pourquoi, là où le pluralisme social est fort, la liberté et la démocratie tendent à être fortes et, inversement, les facteurs qui affaiblissent le pluralisme social affaiblissent aussi la liberté et la démocratie.

Dans le passage d'une société médiévale à une société moderne, le fait que des formes pluralistes se soient substituées progressivement aux formes communautaires a été un facteur décisif qui a déterminé le destin de la démocratie libérale. Le pluralisme social a prospéré en Europe du Nord-Ouest et en Amérique du Nord et ce sont là les terrains où la liberté et la démocratie on trouvé leur plus grande force. Dans l'Angleterre du XVII^e siècle par exemple, une pluralité de classes et de groupes religieux avait déjà pris fortement racine. En conséquence, il était possible aux nouvelles formes sociales adaptées aux exigences de la vie urbaine et industrielle d'émerger des structures plus anciennes. Pendant longtemps, la grande crainte fut que les conditions de vie urbaines et industrielles ne permettent plus la vie en groupes indépendants. Mais dans le monde moderne, c'est parmi les sociétés les plus hautement urbanisées et industrialisées que le pluralisme social et la démocratie libérale ont accompli leur expression la plus pleine et la plus solide. Le mouvement communiste, par exemple, a gagné sa plus large adhésion à l'intérieur des sociétés du monde occidental les moins industrialisées, en Italie et en France, plutôt que dans des nations comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis. La démocratie libérale est la plus forte dans les régions possédant le plus haut rendement industriel *per capita* et le plus haut revenu personnel (par exemple, parmi les pays occidentaux, la corrélation; entre l'ampleur du vote communiste et l'énergie *per capita* est de 83; et la corrélation entre l'ampleur du vote communiste et le revenu par tête est de 93).

Mais le fait que des pays comme l'Union Soviétique atteignent des hauts niveaux de développement économique sans liberté ou sans démocratie montre que l'étendue de l'industrialisation seule n'est pas décisive. Ce qui importe, c'est le mode de développement économique, en particulier si ce développement est accompli par des instances pluralistes aussi bien que bureaucratiques. Là où le développement économique prend place au moyen d'une variété de formes sociales incluant les entreprises privées aussi bien que publiques, la liberté et la démocratie sont plus susceptibles de s'accroître que là où cela se produit sous l'égide exclusive de l'État.

Dans tous les cas, Marx avait tort. Ce ne sont pas les systèmes capitalistes les plus développés qui révèlent le climat social le plus instable et des tendances révolutionnaires. En fait cela a été le sort des pays d'Europe les moins développés (et plus encore des pays d'Asie et d'Afrique).

Mais si Marx a tort, cela prouve-t-il que Weber avait raison? Pour Weber, c'est la bureaucratisation et non pas la lutte des classes qui produit la dynamique centrale du monde

moderne¹. Beaucoup pensent que la bureaucratie constitue la plus grande menace pour le pluralisme social et la démocratie libérale dans les pays hautement industrialisés. Cette vue soulève d'importantes questions sur le développement futur de la société américaine. Nous en aborderons plusieurs aspects dans les pages qui viennent. Un des arguments les plus saillants qui attribuent les effets de masse à la rationalisation de l'organisation attire notre attention sur la transformation des classes moyennes. L'avènement des grandes sociétés au dépend des petites unités productives transforme les bases du pouvoir des classes moyennes et sape la capacité de cette classe à se maintenir comme force pluraliste majeure dans l'ordre social contemporain². Si c'est une classe moyenne indépendante qui sert de soutien à l'ordre démocratique avant que n'apparaisse une organisation urbaine industrielle à grande échelle, on peut craindre que l'influence de l'organisation bureaucratique ne risque finalement d'atomiser les classes moyennes avec pour résultat d'affaiblir les fondements sociaux de la démocratie libérale. Selon ce raisonnement, la relève des anciennes classes moyennes par les nouvelles ne s'assurerait pas sans risques. L'ennui avec cet argument, c'est qu'il est fondé sur une conception trop étroite des bases de la participation sociale et du pouvoir social. On peut faire valoir que la participation et le pouvoir social fondés sur la propriété sont affaiblis par le passage d'une société d'entrepreneurs à une société d'employés. Mais, en même temps, de nouvelles formes d'organisations telles que les associations professionnelles et les groupes civiques se sont développés pour prendre cette place. En conséquence, les membres de la nouvelle classe moyenne participent activement à la vie associative, aux affaires publiques et à la vie communautaire.

Une littérature foisonnante de critique sociale s'interroge sur le sens de cette participation croissante des nouvelles classes moyennes, particulièrement aux États-Unis. Quelques critiques de la nouvelle classe soutiennent que loin d'être des non-participants, les membres de cette classe s'engagent dans une activité de groupe à tel point qu'ils perdent leur autonomie en tant qu'individus. Ceci est la caractéristique majeure imputée à l'« organization-man » qui est absorbé par l'organisation pour laquelle il travaille et dont la famille est elle-même absorbée par la communauté (milieu résidentiel) dans laquelle il vit. La menace pour l'autonomie individuelle se situe non pas dans le manque d'organisation mais dans le caractère inclusif des rapports avec l'organisation : l'emprise de la corporation moderne sur ses membres devient semblable à celle que la corporation médiévale avait sur les siens. Une autre question étroitement liée à tout cela concerne la qualité des nombreux liens sociaux, d'ordre communautaire, religieux ou autres, entre membres de cette classe : il est souvent allégué que ces relations masquent une passivité sous-jacente, un manque d'engagement et qu'elles se développent à partir d'un désir de se conformer à l'excès. Ces enjeux restent à déterminer, mais en tous cas il ne fait aucun doute que les nouvelles classes moyennes sont composées de masses atomisées.

Le second argument saillant qui attribue les effets de masse à l'influence de l'organisation à grande échelle insiste sur la transformation du domaine public. On affirme fréquemment que

l'expansion de l'organisation bureaucratique tend à « centraliser » les activités publiques et à substituer l'administration à la politique et par conséquent à saper les bases de la participation politique. Mais si de nombreuses personnes se sentent impuissantes dans les affaires publiques cela est dû pour une part non négligeable à la complexité des problèmes publics plutôt qu'à un manque d'occasions de s'engager dans les activités politiques. Bien souvent, la politique nationale est plus accessible qu'elle ne l'était par le passé bien que le secret qui entoure les problèmes de sécurité nationale soit un obstacle majeur qui en limite l'accès. Mais la complexité croissante et l'extension du domaine public ont mis à distance les décisions et les événements les plus décisifs pour la vie privée et les ont rendus en même temps moins maîtrisables. La communauté locale est de moins en moins un lieu de décisions importantes si bien que le pouvoir local ne peut avoir le même statut aujourd'hui qu'il avait autrefois. Cependant, il continue à jouer un rôle important dans certaines sphères comme par exemple dans l'éducation publique aux États-Unis.

Parallèlement à la nationalisation et même à l'internationalisation du domaine public, il se produit une modification comparable dans l'espace de la communication. Les principaux moyens de communication connaissent de mieux en mieux leurs audiences, comme en témoigne le développement des sondages d'opinion, les études de marché, etc. Ils cherchent à refléter aussi bien qu'à modeler l'opinion nationale et de ce fait accroissent son influence sur la politique nationale. Ainsi se dresse le paradoxe de l'élan *collectif* puissant combiné avec l'élan *individuel* faible si bien que l'individu qui répond en tant qu'individu se sent isolé et participe psychologiquement au pouvoir du collectif seulement dans la mesure où il est capable (de même que ses collègues) de s'identifier lui-même à ses semblables anonymes.

Le sentiment d'impuissance politique ne naît pas seulement de l'absence de pouvoir de l'individu. Quand, après tout, une majorité d'individus en tant qu'individus a-t-elle été capables d'influencer l'issue des enjeux publics et ce aisément ? La raison de cette inefficacité tient aussi à la difficulté pour les citoyens de se rencontrer et de discuter ensemble dans un espace public dominé par des enjeux d'une grande complexité et doté de moyens de communication impersonnels. L'apathie politique apparaîtrait dans une large mesure comme une réponse à la distance entre les citoyens et le lieu des événements les plus importants. Quoiqu'il en soit, parmi les sous-groupes il y a d'importantes différences dans le degré d'impuissance et d'apathie politique. Certaines personnes, grâce à leur formation et à leur position dans la société, sont relativement mieux placées pour entendre et être entendues en tant qu'individus. Cela est particulièrement vrai pour les leaders professionnels au sein du gouvernement ou dans les affaires et dans une moindre mesure pour les leaders du monde du travail. On admet que ces hommes sont et se considèrent qualifiés pour diriger les principales institutions grâce à leur éducation et à leur formation. Cela est vrai aussi pour cette proportion croissante de la population qui reçoit une éducation de haut niveau avant d'entrer dans la vie professionnelle.

La question de l'impact de l'organisation à grande échelle sur la participation politique

est étroitement liée au problème de ses conséquences sur l'autorité pluraliste. Il y a ceux qui croient que les élites américaines deviennent de plus en plus sensibles, voire hyper-sensibles, à la demande du public et les unes à l'égard des autres, tant et si bien que l'autorité et le pouvoir des chefs sont sérieusement affaiblis. C'est ainsi que Lippmann³ a relevé que la grande complexité et les difficultés de la politique étrangère à l'âge nucléaire sont peu à peu déniées par le fait des pressions du public sur ceux qui font la politique étrangère. Il y a ceux qui, d'autre part, croient que les élites américaines constituent progressivement un groupe fermé et unifié, tant et si bien que la liberté et la démocratie sont sérieusement affaiblies. C'est ainsi que Mills⁴ a relevé que les effets principaux de la politique étrangère sont peu à peu supportés par un public qui n'intervient que marginalement dans leur détermination. Cette étude a cherché à montrer que les élites directement accessibles représentent des cibles faciles pour les mouvements de masse. Les constitutions et autres moyens institutionnels appropriés sont requis pour régler l'accès à ces élites et réduire les pressions exercées sur elles⁵. Mais cela ne signifie pas que le simple isolement des élites préserve la liberté et la démocratie. Le dernier contrôle qu'on puisse exercer sur les élites doit émaner de la communauté même quand les élites sont appelées à mettre en œuvre des réglementations complexes. Si les institutions démocratiques doivent rester éminentes, alors, même la nature complexe et périlleuse des relations internationales ne peut justifier l'abrogation de la libre compétition pour la direction des affaires nationales. Mais est-il vrai que la principale tendance s'exerce dans le sens d'une élite fermée et unifiée? Mais une telle vision ne peut rendre compte de la représentativité sociale croissante des élites nationales et ne peut non plus justifier la myriade de conflits qu'elle recèle. Et elle est encore moins compatible avec la multiplication de puissantes organisations au sein des sections préalablement inorganisées de la communauté (par exemple parmi les travailleurs de l'industrie et les noirs américains).

En outre, il ne faut pas voir, dans une attitude simplement défensive, le pouvoir comme étant un danger pour la communauté qui en conséquence devrait prendre toutes les précautions pour le limiter. Le pouvoir, c'est aussi la capacité d'atteindre des objectifs et par conséquent il doit être accordé à ceux et assumés par ceux-là seuls qui possèdent la compétence spéciale d'en user. Le véritable concept d'élite déplaît à de nombreux démocrates, tant et si bien que ceux qui constituent l'élite se sentent souvent illégitimes de la même façon que ceux qui n'en sont pas se sentent lésés. Cela implique pour la démocratie un dilemme fondamental qu'on ne peut résoudre sans évaluer profondément la tension nécessaire entre les élites et les non-élites.

La principale garantie contre l'accroissement du pouvoir des élites est l'existence d'une pluralité de groupes suffisamment égaux en pouvoir pour générer une véritable compétition pour la direction aux différents niveaux de la société politique. La bureaucratisation présente un danger en ce sens qu'elle sape toute possibilité d'une pluralité de groupes d'intérêts et d'organisations. Par exemple elle peut saper l'organisation de classe si bien que des personnes occupant une même position sociale, ayant par conséquent certains intérêts économiques en

commun, désespéreront de les faire progresser à travers une action commune, et iront en conséquence se rattacher à des mouvements de masse opposés à tous les groupes, y compris aux classes sociales. Le nihilisme des masses tend à devenir une menace plus grande pour la démocratie libérale que l'antagonisme entre les classes. Les actions menées pour les intérêts économiques tendent à se modérer tandis qu'au contraire les actions de masse deviennent extrémistes. C'est l'atomisation sociale plutôt que l'action motivée par l'intérêt particulier ou l'intérêt général qui explique une *bonne part des phénomènes de masse*. *Les différences de réceptivité aux symboles de masse et aux leaders s'expliquent avant tout par la force des liens sociaux et ne doivent rien à l'influence de la classe sociale pas plus qu'à aucune autre condition sociale considérée en soi.*

Le problème central posé par la théorie de la société de masse est celui de l'aliénation sociale ou de la distance entre l'individu et sa société. Le phénomène d'aliénation sociale peut se produire à tous les niveaux de la société. La société de masse se signale par l'aliénation des élites aussi bien que l'aliénation des non-élites. L'aliénation sociale s'est développée avec la dissolution de la société médiévale. Les critiques aristocratiques des tendances de masse n'offrent pas de solution lorsqu'ils nous appellent à un retour vers les sociétés basées sur une hiérarchie traditionnelle: certains processus sociaux sont irréversibles et parmi eux celui toujours croissant de l'égalité des conditions. Les critiques démocratiques de la société de masse ne prennent pas en compte non plus d'autres conséquences de la modernisation du monde lorsqu'ils affirment que l'urbanisation et l'industrialisation et l'expansion corrélatrice de l'organisation à grande échelle entraînent l'aliénation; car dans ce cas aussi nous sommes confrontés à un irréversible processus social. Cette étude a cherché à montrer que les conditions de la vie moderne entraînent avec elles à la fois une possibilité d'aggravation de l'aliénation sociale et des occasions plus nombreuses pour la création de nouvelles formes d'association. L'industrie moderne détruit les conditions favorables à une société de petites entreprises, mais elle fournit aussi la condition de l'abondance qui permet aux gens de chercher librement de nouveaux modes de vie. La vie urbaine moderne atomise les groupes sociaux traditionnels, mais elle occasionne aussi une variété de contacts et d'expériences qui élargissent les horizons sociaux et le champ de la participation sociale. La démocratie moderne diminue la légitimité des élites, mais elle encourage aussi la multiplicité de concurrences au sein des élites. En élargissant et en comprenant ces diverses potentialités dans le monde moderne, les concepts de société de masse et de pluralisme social promettent de stimuler davantage encore les études sur les fondements sociaux de l'intégration politique et de l'autonomie.

1. Max Weber, *Essays in sociology*, New York, Oxford University Press, 1946, p. 49.
2. Mills C. Wright, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956, p. 262.
3. Walter Lippmann, *The Public Philosophy*, New York, Mentor Books, 1956.
4. Mills C. Wright, *op. cit.*
5. Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper and Bros., p. 288.